



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

FONDATION SAINT JEAN DE DIEU

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
FONDATION SAINT JEAN DE DIEU
173 rue de la Croix-Nivert - 75015 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre, Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

FONDATION SAINT JEAN DE DIEU

173 rue de la Croix-Nivert - 75015 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Au Conseil d'Administration de la fondation SAINT JEAN DE DIEU,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation SAINT JEAN DE DIEU relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre fondation, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, sont décrites de manière appropriée dans les notes 21 - Compte d'emploi des ressources et 22 - Compte de résultat par origine et destination de l'annexe, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 et ont été correctement appliquées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés au Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 29 avril 2026

KPMG SA



Thierry Champion

Associé



Bureau de Paris
16, rue de Monceau
75008 Paris

T : +33(0) 1 42 99 66 44

www.bakertilly.fr



FONDATION SAINT JEAN DE DIEU

Fondation Reconnue d'utilité publique par décret
du 24 juillet 2012

173, rue de la Croix Nivert
75015 PARIS

Comptes Annuels

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

SOMMAIRE

ETATS DE SYNTHESE.....	4
BILAN ACTIF	4
BILAN PASSIF.....	5
COMPTE DE RESULTAT	6
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2025.....	8
PRESENTATION DE LA FONDATION SAINT JEAN DE DIEU	8
1. L'objet social de la fondation Saint Jean de Dieu.....	8
2. Le périmètre de la fondation Saint Jean de Dieu	8
3. Les moyens mis en œuvre par la fondation Saint Jean de Dieu.....	10
ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DE L'EXERCICE	10
ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE	10
METHODE D'INTEGRATION DES COMPTES	10
1. Principes et conventions générales	11
2. Détermination du résultat.....	11
3. Immobilisations et amortissements.....	12
4. Créances usagers et autres créances.....	12
5. Provisions et réserves réglementées :.....	12
6. Subventions d'investissement	12
7. Provisions pour risques et charges	13
8. La provision pour départ en retraite.....	13
9. Fonds dédiés.....	13
10. Les emprunts.....	13
11. Les engagements hors bilan donnés.....	13
12. Les engagements hors bilan reçus.....	13
13. Comptes de liaison.....	13
14. Les contributions volontaires en nature	14
CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE	14
NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN	15
NOTES SUR L'ACTIF	15
Note 1 - Tableau des immobilisations	15
Note 2 - Tableau des amortissements.....	16
Note 3 - Liste des filiales et participations	16
Note 4 - Stock et méthodes d'évaluation.....	16
Note 5 – Etat des créances et ventilation par échéance de recouvrement	17

Note 6 - Valeurs mobilières de placement.....	17
NOTES SUR LE PASSIF	18
Note 7 - Tableau explicatif de la formation du résultat et du résultat effectif.....	18
Note 8 - Tableau Suivi des résultats	19
Note 9 – Tableau de variation des Fonds Propres	20
Note 10 - Tableau des provisions réglementées	20
Note 11 - Tableau des provisions pour risques et charges.....	21
Note 12 - Tableau des fonds reportés liés aux legs	21
Note 13 - Tableau de variation des fonds dédiés.....	22
Note 14 - Tableau des dettes et ventilation par échéance.....	23
AUTRES INFORMATIONS	24
Note 15 – Effectif moyen	24
Note 16 - Indemnité de départ à la retraite	24
Note 17 – Engagements donnés et reçus	25
Note 18 - Information sur les rémunérations des trois plus hauts dirigeants.....	26
Note 19 - Honoraires du Commissaire aux comptes	26
Note 20 – Bénévolat.....	27
Note 21 - Compte d’emploi des ressources	27
Note 22 - Compte de résultat par origine et destination.....	27

ETATS DE SYNTHESE

BILAN ACTIF

ACTIF	Brut	Amortissements	Net au	Net au
		Dépréciations	31/12/2025	31/12/2024
Frais d'établissement	20 715	15 427	5 288	8 182
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	189 899	189 899	-	-
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 134 676	2 226 346	908 330	662 434
Autres immobilisations incorporelles	278 787	240 154	38 633	28 357
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	1 119 696		1 119 696	598 154
Immobilisations corporelles				
Terrains	7 375 772		7 375 772	6 180 796
Constructions	177 115 429	98 465 609	78 649 820	75 585 996
Installations techniques, matériels et outillages industriels	18 931 337	13 857 508	5 073 829	3 410 714
Autres immobilisations corporelles	40 931 457	26 758 262	14 173 195	13 635 145
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	16 057 757		16 057 757	14 622 742
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 078 142		1 078 142	1 772 564
Immobilisations financières				
Participations	1 134 585		1 134 585	7 084 407
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	11 031 776		11 031 776	5 143 142
Prêts	4 043 899		4 043 899	4 117 144
Autres immobilisations financières	1 392 363	145 745	1 246 618	1 218 781
Total I	283 836 291	141 898 949	141 937 342	134 068 557
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.	204 654	0	204 654	248 326
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				73 466
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 903 629	514 553	13 389 076	9 376 757
Créances reçues par legs ou donations	182 615		182 615	351 690
Autres créances	13 608 812		13 608 812	8 205 635
Charges constatées d'avance	638 510		638 510	595 453
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons obtenus	37 022 652	528 512	36 494 140	39 547 487
Disponibilités	25 403 056		25 403 056	35 100 418
Total II	90 963 927	1 043 064	89 920 863	93 499 232
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	374 800 218	142 942 014	231 858 204	227 567 789

BILAN PASSIF

PASSIF	Net au	Net au
	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	42 216 694	42 216 694
Fonds propres complémentaires	3 839 482	3 839 482
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 106 700	1 106 700
Ecarts de réévaluation	106 992	106 992
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	18 323 657	20 770 347
Réserves pour projet de l'entité	28 753 595	25 318 152
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	17 043 316	16 054 563
Report à nouveau	- 7 722 053	- 6 079 111
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	- 15 254 315	- 11 856 016
Excédent ou déficit de l'exercice	- 128 034	- 654 188
<i>Dont excédent ou déficit des activités sous gestion contrôlée</i>	- 1 395 613	- 3 168 331
SITUATION NETTE	86 497 034	86 625 068
Fonds propres consommables		-
Subventions d'investissement	12 281 270	11 551 085
Provisions réglementées	15 959 656	15 951 447
Total I	114 737 959	114 127 600
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	1 205 542	2 113 162
Fonds dédiés	28 853 295	26 590 550
Total II	30 058 838	28 703 712
PROVISIONS		
Provisions pour risques	880 450	500 442
Provisions pour charges	5 350 716	5 724 006
Total III	6 231 166	6 224 448
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	49 256 387	45 632 617
Emprunts et dettes financières diverses	612 087	1 521 555
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 552 104	6 172 987
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	17 600 365	17 635 879
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 897 201	1 289 423
Autres dettes	5 743 963	6 126 920
Produits constatés d'avance	168 134	132 646
Total IV (1)	80 830 241	78 512 027
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	231 858 204	227 567 789

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	3 588 475	3 285 218
Ventes de biens	42 496	
Dont ventes de dons en nature		
<i>Dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
Ventes de prestations de services	3 545 979	3 285 218
Dont parrainages		
<i>Dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	2 457 286	2 403 889
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	157 112 612	148 138 976
<i>Dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	101 805 347	94 621 142
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public	490 879	1 962 486
Dons manuels	356 278	541 651
Mécénats	30 922	25 000
Legs, donations et assurances-vie	103 679	1 395 835
Contributions financières	1 276 303	1 787 900
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	932 713	2 431 733
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	715 287	
Utilisation des fonds dédiés	3 582 866	4 266 735
Autres produits	1 225 052	638 174
Total I	168 924 188	162 511 223
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 619 167	2 422 702
Variation des stocks	43 673	24 321
Autres achats et charges externes	35 746 440	35 803 155
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	9 817 170	10 286 918
Salaires	72 312 031	70 579 558
Cotisations sociales	32 389 957	30 827 264
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	10 054 815	9 613 682
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	4 937 991	3 010 909
Autres charges	1 836 910	2 560 253
Total II	169 758 154	165 128 761
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-833 967	-2 617 538
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 367 123	1 602 882
Reprises sur dépréciations et provisions	832 605	772 395
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	6 569 339	734 488
Total III	8 769 068	3 109 766
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	58 404	600 850
Intérêts et charges assimilées	1 147 559	1 318 248
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	6 786 832	181 756
Total IV	7 992 796	2 100 853
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	776 272	1 008 913

3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-57 694	-1 608 654
PRODUITS EXCEPTIONNELS	671 839	1 917 341
CHARGES EXCEPTIONNELLES	688 953	962 759
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-17 114	954 582
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	53 225	117
Total des produits (I+III+V+IX)	178 365 095	167 538 302
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X)	178 493 128	168 192 491
EXCEDENT OU DEFICIT	-128 034	-654 188
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-</i>	<i>1 395 613</i>

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	
Prestations en nature	61 038	74 746
Bénévolat	46 581	46 237
TOTAL	107 619	120 983
	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	61 038	74 746
Personnel bénévole	46 581	46 237
TOTAL	107 619	120 983

FONDATION SAINT JEAN DE DIEU

Fondation Reconnue d'utilité publique
Siège social : 173 rue de la Croix Nivert - 75015 Paris
Comptes arrêtés le 29/04/2026 lors de la réunion du bureau

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2025

Les comptes annuels se caractérisent par les données suivantes au 31 décembre 2025 :

Total du bilan :	231 858 204 €
Résultat comptable avant reprise résultat antérieur	- 128 034 €
dont	
- <i>Excédent de l'activité propre</i>	1 267 580 €
- <i>Déficit de l'activité sous contrôle</i>	-1 395 613 €

PRESENTATION DE LA FONDATION SAINT JEAN DE DIEU

1. L'objet social de la fondation Saint Jean de Dieu

La Fondation Saint Jean de Dieu est une Fondation reconnue d'utilité publique depuis 2012, qui accueille, accompagne et soigne plus de 20.000 personnes chaque année, dans 6 établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux répartis sur Paris, Marseille et la Bretagne.

1.400 salariés y travaillent au quotidien au côté des Frères hospitaliers de Saint Jean de Dieu, animés par la conviction que tout être humain doit être pris en charge dans sa globalité, avec sa propre histoire, et dans le respect de ses droits. Selon l'enseignement légué par saint Jean de Dieu, toute personne dans le besoin est accueillie dans nos établissements sans distinction et sur la base des valeurs d'hospitalité et d'éthique qui imprègnent le professionnalisme et l'humanité des collaborateurs.

Chaque projet conduit au sein de la Fondation Saint Jean de Dieu s'inspire de l'histoire de l'Ordre hospitalier et s'incarne au travers de valeurs qui précisent l'esprit dans lequel la Fondation désire que soient déclinées toutes les actions qu'elle met en place.

S'appuyant sur l'expérience séculaire des Frères hospitaliers de Saint Jean de Dieu dans le monde entier, la Fondation Saint Jean de Dieu souhaite poursuivre sa mission en se faisant également porte-parole des personnes qu'elle accueille, en interpellant l'opinion sur le respect de leurs droits et en faisant changer le regard que la société porte sur elles.

2. Le périmètre de la fondation Saint Jean de Dieu

Le périmètre de la Fondation au 31 décembre 2025 se présente comme suit :

Centre médico-social du Croisic : établissement pour adultes handicapés qui a une capacité de 89 lits et places autorisés. Il compte 3 établissements autonomes : une maison d'accueil spécialisée (MAS), un foyer d'accueil médicalisé (FAM) et un foyer de vie pour adultes handicapés physiques.

Centre d'hébergement et de réinsertion sociale Forbin : ce centre offre 248 lits en hébergement d'urgence, et 35 lits en hébergement d'insertion plus 13 lits supplémentaires durant la période hivernale (1^{er} novembre au 31 mars). Un nouveau dispositif a été mis en place en octobre 2023 par le Centre Forbin avec l'ouverture de **22 Lits Halte Soins Santé**.

Le Centre médico-social Lecourbe Paris 15 : il propose trois structures d'accueil : un Institut d'Éducation Motrice (124 places avec un internat de 35 lits dont une Maison des Répits de 20 places et un SESSAD de 15 places), une Unité Spécialisée pour Enfants Polyhandicapés (48 places) et une Maison d'Accueil Spécialisée (53 places dont 5 places d'accueil de jour).

EHPAD Saint-Barthélemy : Cette maison de retraite médicalisée accueille au sein de 5 unités de vie, les personnes âgées de 60 ans minimum avec une orientation géronto-psychiatrique, maladies neuro-dégénératives, personnes issues de l'errance. Elle est autorisée pour 245 lits.

Centre Hospitalier Dinan/Saint-Brieuc : avec une activité répartie sur 22 sites entre Dinan et Saint Brieuc, ce centre accueille les personnes en situation de détresse psychologique ou atteintes de pathologies psychiatriques. Sa capacité est de 212 lits et 123 places.

Le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) « Armor » est autorisé pour 40 places dont 33 sont financées par le C.D. Il accompagne le projet de vie d'adultes handicapés psychiques en favorisant le maintien ou la restauration de leurs liens familiaux, sociaux ou professionnels et en facilitant leur accès à l'ensemble des services offerts par la collectivité.

Centre les Récollets-La Tremblay : il est composé de 3 établissements et un service commun chargé de l'administration et de la gestion de ces 3 établissements : un établissement de soins de suite et de réadaptation (SSR), situé à Doué en Anjou (49), de 38 lits et 2 places d'hospitalisation de jour avec une équipe mobile de soins palliatifs, une maison d'accueil spécialisée (MAS) de 85 places accueillant des adultes polyhandicapés à partir de 20 ans, située à Saint Hilaire Saint Florent (49), se répartissant en 70 places en accueil permanent, 8 places en accueil de jour et 7 places en accueil temporaire, un établissement pour enfants et adolescents polyhandicapés (EEAP) de 27 places accueillant des enfants et adolescents polyhandicapés de 3 ans à 20 ans se répartissant en 22 places en internat situées sur le site des Capucins à Angers et 5 places en accueil de jour sur le site de la MAS.

EHPAD Vivre Ensemble : il est composé de 3 établissements : Résidence Rose Giet, située à la Salle Vihiers (49), de 85 places d'hébergement permanent, Résidence Regina Mundi, située à la Salle Vihiers, de 60 places d'hébergement permanent et la Résidence L'Angevinière, située à la Jumellière (49) de 37 places pour personnes âgées dépendantes et 13 places d'unité pour personnes âgées désorientées, toutes en hébergement permanent.

Centre Sacré Cœur : il a pour objet la gestion d'établissements médicalisés destinés à l'accueil de personnes âgées. Le centre est présent sur deux sites : la maison de Niort, 79 places en accueil permanent ou temporaire et 6 places en accueil de jour, et la maison de Cherveux, 42 places en accueil permanent ou temporaire et 12 places de Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA). Il gère, également, un village retraite à Cherveux composé de 15 pavillons adaptés aux PMR, qui au terme de travaux de réhabilitations se verra doté de 8 pavillons supplémentaires et de 4 logements meublés, et 4 appartements (meublés ou non) à Niort proches de la maison de retraite. Le centre propose un parcours résidentiel alternatif avec un Service d'Accompagnement et d'Aides à Domicile (SAAD) 7j/7. Le SAAD s'est engagé dans le Service Polyvalent d'Accompagnement et de Soins à Domicile (SPASAD) Sud Deux-Sèvres et il facilite, ainsi, la coordination des Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD).

Centre Saint Raphaël : issu de la fusion avec l'association Benoît Menni, il rejoint la fondation au 1er janvier 2023. Ce centre accueille au sein de son Foyer de vie occupationnel des personnes en situation de handicap mental. 70 places dont 60 en internat et 10 en semi-internat

Centre Sainte Germaine : également issu de la fusion avec l'association Benoît Menni, il rejoint la fondation au 1er janvier 2023. Ce centre accueille des personnes en situation de handicap physique et

dispose de 85 places dont 49 places en foyer de vie, 30 places en foyer d'accueil médicalisé et 6 places en accueil de jour.

Centre Saint Martin des Douëts : Basé à Tours, le Centre Saint Martin des Douëts a rejoint la Fondation le 1er mars 2024 avec rétroactivité au 1er janvier 2024. Il comprend un IMPro de 60 places installées dont 36 avec hébergement, un SESSAD de 56 places installées et un Centre de Formation pour Apprenti(e)s.

Centre du Lattay : L'association "Résidence du Lattay" a été fondée dans les années 1950 pour accueillir les femmes isolées de St Lambert du Lattay. Grâce aux dons des habitants, une maison de retraite a été ouverte en 1966 et a subi plusieurs rénovations. En 2019, un nouvel EHPAD a été inauguré, accueillant 71 résidents.

3. Les moyens mis en œuvre par la fondation Saint Jean de Dieu

Conformément à son objet social, la Fondation Saint Jean de Dieu est en quête de toutes les ressources utiles à la réalisation de ses missions notamment par :

- Les produits de tarifications des établissements ESSMS et sanitaire,
- La collecte des fonds auprès du public ;
- La mise en place de partenariats publiques et privés ;
- La réalisation de tout type d'investissement de nature à développer l'action de la Fondation ;
- La gestion rigoureuse des fonds versés par le public ;
- La réalisation de tout acte de gestion, d'administration et de disposition du parc immobilier de la Fondation en provenance de certaines libéralités dont elle bénéficie

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DE L'EXERCICE

Le 22 mai 2025, la Fondation Saint Jean de Dieu a signé avec la Fondation Cognacq-Jay une Promesse de cession portant sur 13 334 parts du GCS Oudinot Cognacq-Jay pour un montant de 5.95 M€. La cession est devenue effective le 23 juin 2025, date à laquelle l'Agence Régionale de Santé Île-de-France a approuvé l'avenant modificatif, entraînant de plein droit le transfert de propriété. La Fondation conserve 1 part. Conformément aux stipulations contractuelles, le prix de cession est réglé de manière échelonnée en trois versements entre 2025 et 2027. La fraction du prix exigible postérieurement à la clôture de l'exercice est inscrite à l'actif du bilan en autres créances.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'EXERCICE

À la date d'arrêt des comptes, aucun fait marquant postérieur à la clôture de l'exercice 2025 n'est à signaler. Aucun événement n'est survenu après le 31 décembre 2025 de nature à modifier l'appréciation de la situation financière, du patrimoine ou des résultats de la Fondation.

METHODE D'INTEGRATION DES COMPTES

La Fondation présente les comptes de son action au sein de comptes annuels qui correspondent à une seule entité juridique possédant la personnalité morale et la capacité de gérer les établissements qui lui sont attachés sous le contrôle de tiers financeurs.

La tenue de comptabilité de la Fondation est décentralisée dans les établissements.

La comptabilité de la Fondation est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à une structure sanitaire, médico-sociale ou sociale et à un siège.

1. Principes et conventions générales

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre (hors changements de méthodes impliqués par les nouveaux règlements et présenté en début d'annexe) ;
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels du plan comptable des associations et Fondations (règlements 2018-06 et 2019-04 de l'autorité des normes comptables).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Par ailleurs, la Fondation relève aussi :

- De l'instruction comptable n°09-006-M22 du 31 mars 2009, dont le Tome 1 est applicable aux établissements privés non lucratif,
- De l'article R.314-5 du Code de l'action sociale et des familles (CAFS) qui prévoit que la liste des comptes qui doivent être obligatoirement ouverts dans les établissements gérés par une personne morale de droit privé est fixée par arrêté, les comptes non prévus étant ouverts conformément au plan comptable général.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du Code de l'action sociale et des familles, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC n° 2018-06 et n° 2019-04, et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC n° 2022-06, applicable à compter du 1er janvier 2025, ainsi qu'au règlement ANC n° 2023-03.

2. Détermination du résultat

Le résultat comptable de la Fondation est déterminé par différence entre les produits et les charges.

Le résultat comptable comprend :

- Le résultat définitivement acquis des activités en propre ;
- Les résultats sous contrôle de tiers financeurs.

Les établissements sont sous contrôle des ARS ou des Conseils Départementaux qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R 314-52 du CASF.

En ce sens, trois niveaux de résultats apparaissent :

- Le résultat comptable (note 7) : ce résultat respecte les principes et règles comptables en vigueur.
- C'est ce résultat, qui une fois consolidé, est certifié par le Commissaire aux Comptes et approuvé par le Conseil d'Administration.
- Le résultat effectif (note 7) : correspond au « résultat comptable » auquel on ajoute la reprise du résultat,

- Le résultat de gestion contrôlée (note 8) : correspond au résultat comptable auquel on ajoute le résultat N-2 (c'est-à-dire pour l'exercice 2025, celui de l'année 2023) et on déduit les dépenses inopposables (congrés payés et amortissements différés).

Le résultat de la Fondation résulte de la compensation entre les excédents de certains établissements ou services avec les déficits de certains établissements ou services. En fait compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, les résultats des établissements ne sont pas fongibles.

3. Immobilisations et amortissements

Les immobilisations corporelles regroupent les terrains, les constructions, les agencements, le matériel...

Les coûts d'acquisition des immobilisations corporelles intègrent le prix d'achat, mais également des frais accessoires (honoraires architectes géomètres experts, assurances dommages ouvrages...).

La Fondation applique les règlements n° 2002-10, n° 2003-07 et n° 2004-06 sur les actifs.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation du bien (structure et ouvrages : 18 à 60 ans et autres immobilisations : 3 ans à 10 ans).

Dépréciation des immobilisations : une dépréciation est constatée dès lors que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable et que cet écart est significatif. Aucune dépréciation n'a été constatée.

4. Créances usagers et autres créances

Par prudence, une dépréciation est comptabilisée dans la mesure où une perte probable apparaît dont les effets sont jugés réversibles.

5. Provisions et réserves réglementées :

Les provisions réglementées correspondent aux postes suivants :

- Réserve de trésorerie attribuée sous forme de majoration de prix de journée ou de dotation au fonds de roulement (art. 4 du décret du 29 décembre 1959, art. 9 du décret du 11 août 1983, art 7 du décret du 30 décembre 1985),
- Les renouvellements des immobilisations : pour donner suite à la réforme du plan comptable applicable aux comptes ouverts au 1er janvier 2020, ces comptes ne peuvent plus être utilisés et les montants de ces comptes doivent être réaffectés dans un compte de fonds dédiés de racine 1921 (hors établissements sanitaires).
- Plus-values nettes de cession d'actif (article R.314-81 et R.314-95 du CAFS, réaffirmée par l'arrêté du 12 novembre 2008),
- Amortissements dérogatoires

6. Subventions d'investissement

La Fondation enregistre les subventions d'investissement dans les fonds associatifs dans les comptes compte 131 : ce compte concerne les biens non renouvelables ou les biens renouvelables dont le financement à l'issue de la durée de vie du bien sera assuré par un tiers.

Dans ce cas, le montant de la subvention est à rapporter au compte de résultat en contrepartie des amortissements pratiqués sur l'immobilisation concernée.

7. Provisions pour risques et charges

Les comptes de provisions pour risques et charges enregistrent les provisions constituées par la Fondation pour faire face à une obligation probable mais dont le montant et/ou l'échéance reste incertaine.

8. La provision pour départ en retraite

Elle est évaluée en application de la convention collective :

- FEHAP 51 pour tous les établissements exception faite du centre Saint Martin-des-Douëts
- Nexem 66 pour le centre Saint Martin-des-Douëts

9. Fonds dédiés

La réglementation a prévu la création de comptes spécifiques pour enregistrer les fonds reçus par la Fondation et dédiés à un projet.

Ces comptes portent le nom de fonds dédiés. Ils apparaissent sur une ligne distincte du bilan après les provisions pour risques et charges.

Les fonds dédiés à des projets émanent de la subvention versée par l'autorité de contrôle. Cette dernière signifie formellement à la Fondation qu'une partie des fonds versés est destinée à la couverture d'un projet ou d'un risque défini.

La réforme du plan comptable des entités à but non lucratif a créé un compte de fonds dédiés à l'investissement alimenté par les montants des comptes de provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations.

10. Les emprunts

En partie contractés avant le 1^{er} octobre 2012, les emprunts ont été souscrits par les associations gestionnaires des établissements et ils ont été transférés à la Fondation.

11. Les engagements hors bilan donnés

Les engagements hors bilan portant sur des affectations hypothécaires sur biens ou droits réels immobiliers, ont été consentis, initialement, par les associations gestionnaires des établissements, antérieurement à la création de la Fondation.

12. Les engagements hors bilan reçus

Les engagements hors bilan reçus (garanties données par les collectivités territoriales) ont été donnés, initialement, au profit des associations gestionnaires des établissements, antérieurement à la création de la Fondation. Le transfert de ces garanties au profit de la Fondation a été régularisé.

13. Comptes de liaison

Les flux entre chaque comptabilité sont enregistrés au moyen de comptes de liaison. La trésorerie et les règlements aux tiers (fournisseurs, organismes fiscaux et sociaux, salariés ...) sont gérés par chaque établissement de la Fondation.

Au 31 décembre 2025, les comptes de liaison sont éliminés dans le cadre des opérations de neutralisation visant à établir les états financiers agrégés de la Fondation.

14. Les contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Les contributions en nature reçues sont classées en trois catégories de produits :

- Les contributions volontaires liées à la générosité du public ;
- Les contributions volontaires non liées à la générosité du public ;
- Les concours publics en nature.

Le Règlement ANC n°2018-06 apporte une nouveauté qui réside dans l'obligation de la Fondation de recenser et valoriser toutes les contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires apportées sont comptabilisées à l'appui des valorisations fournies par ses apporteurs ou à défaut estimées par la Fondation.

La fondation a valorisé les contributions volontaires en nature constitués de bénévolat pour les centres où cela est significatif.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, la Fondation a appliqué pour la première fois le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022, relatif à la modernisation des états financiers, ainsi que le règlement ANC n° 2023-03, venu préciser et compléter certaines modalités d'application de ce nouveau cadre comptable.

L'application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application concertée des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 génère les impacts présentés ci-après sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N.

TABLEAU DE RECLASSEMENT DES POSTES N (PRÉSENTATION SELON ANC 2022-06)

Poste concerné (ancien modèle)	Montant N selon ancien format	Reclassement requis au titre du règlement	Poste d'arrivée dans le nouveau modèle (intitulé complet)	Montant après reclassement
Produits de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	717 302 €	Reclassées en produits d'exploitation	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	717 302 €
Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat	587 244 €	Reclassées en produits d'exploitation	Subventions	587 244 €
Prix de cession des titres du GCS (résultat exceptionnel)	6 667 010 €	Reclassé en résultat financier	Produits de cession d'immobilisations financières	6 667 010 €
Valeur nette comptable des titres cédés (résultat exceptionnel)	6 667 010 €	Reclassé en résultat financier	Valeur comptable des éléments financiers cédés	6 667 010 €

NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

NOTES SUR L'ACTIF

Note 1 - Tableau des immobilisations

Détail des immobilisations (en euro)	Valeur brute Début exercice	Reprise Exercice	Acquisitions	Cessions	Virements de poste à poste	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Logiciels	3 056 263	-	575 053	306 740	-	3 324 576
Frais d'établissement	20 715	-	-	-	-	20 715
Autres immob. Incorporelles	258 716	-	20 070	-	-	278 786
Immobilisations incorporelles en cours	598 154	-	1 251 458	646 531	- 83 385	1 119 696
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-
<i>Total des Immobilisations Incorporelles</i>	3 933 848	-	1 846 581	953 271	- 83 384	4 743 773
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	6 180 797	-	193 824	-	1 001 151	7 375 772
Constructions et agencements générales	168 662 141	-	3 169 345	110 431	5 394 374	177 115 429
Instal.Tech. Mat & Out. Ind.	14 296 200	-	1 307 871	205 935	3 533 202	18 931 338
Materiel de transport	3 335 309	-	581 188	179 197	- 23 494	3 713 806
Materiel de bureau , inform. et mobilier	15 915 236	-	709 527	282 325	- 123 411	16 219 026
Autres immob. corporelles	21 101 693	-	675 405	-	- 778 472	20 998 625
Immobilisations en cours	14 612 070	-	13 524 303	3 169 324	- 8 914 718	16 052 331
Biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés	1 772 564	-	-	694 422	-	1 078 142
Avances et acomptes	10 672	-	-	-	- 5 248	5 424
<i>Total des Immobilisations corporelles</i>	245 886 681	-	20 161 462	4 641 635	83 384	261 489 892
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Participations	7 801 594	-	-	6 667 010	-	1 134 584
Autres titres immobilisés	5 143 142	-	5 888 634	-	-	11 031 776
Prêts	4 117 145	-	126 773	200 018	-	4 043 900
Autres immobilisations financières	1 270 900	-	138 513	17 050	-	1 392 363
<i>Total des Immobilisations Financières</i>	18 332 781	-	6 153 920	6 884 078	-	17 602 623
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	268 153 310	-	28 161 963	12 478 984	- 0	283 836 288

Note 2 - Tableau des amortissements

Détail des Amortissements (en euro)	Valeur début Exercice	Dossiers repris	Dotation	Reprise	Virements de poste à poste	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Logiciels	2 203 930		339 451	317 034	-	2 226 346
Frais d'établissement	12 533		2 894	-		15 427
Frais de recherche et de développement	189 899		-	-	-	189 899
Autres immob. Incorporelles	230 360		9 794	-	-	240 154
<i>Total des Immobilisations Incorporelles</i>	2 636 723	-	352 138	317 034	-	2 671 827
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	-		-	-	-	-
Constructions et agencements générales	93 076 144		5 919 234	12 995	- 516 774	98 465 609
Instal.Tech. Mat & Out. Ind.	10 885 486		1 076 207	96 404	1 992 220	13 857 508,34
Materiel de transport	2 422 370		301 736	179 197	-	2 544 908
Materiel de bureau , inform. et mobilier	17 913 225		1 133 852	244 933	- 1 582 289	17 219 855
Autres immob. corporelles	6 381 498		505 158	-	106 843	6 993 499
<i>Total des Immobilisations corporelles</i>	130 678 724	-	8 936 187	533 530	0	139 081 380
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Autres titres immobilisés	717 188			717 188		-
Prêts						-
Autres immobilisations financières	52 119		93 626			145 745
<i>Total des Immobilisations Financières</i>	769 307	-	93 626	717 188	-	145 745
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	134 084 754		9 381 951	1 567 752	0	141 898 952

Note 3 - Liste des filiales et participations

Le 22 mai 2025, la Fondation Saint Jean de Dieu a signé avec la Fondation Cognacq-Jay une Promesse de cession portant sur 13 334 parts du GCS Oudinot Cognacq-Jay pour un montant de 5.95 M€. La cession est devenue effective le 23 juin 2025, date à laquelle l'Agence Régionale de Santé Île-de-France a approuvé l'avenant modificatif, entraînant de plein droit le transfert de propriété. La Fondation conserve 1 part.

Le Groupement dispose d'un capital de 16 335 620 € répartie comme suit :

- La Fondation Cognac Jay : 16 335 130 €
- La Fondation Saint Jean de Dieu : 490 €

Note 4 - Stock et méthodes d'évaluation

La valeur brute des stocks comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire du stock est inférieure à sa valeur comptable.

Note 5 – Etat des créances et ventilation par échéance de recouvrement

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 34 904 414 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :			
	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	1 134 585		1 134 585
Prêts	4 043 899		4 043 899
Autres	1 392 364		1 392 364
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	13 903 629	13 903 629	-
Créances reçues par legs ou donations	182 615	182 615	-
Autres	13 608 812	13 608 812	-
Charges constatées d'avance	638 510	638 510	-
Total	34 904 414	28 333 565	6 570 849
Prêts accordés en cours d'exercice	126 773		-
Prêts récupérés en cours d'exercice	200 018		-
Produits à recevoir			
			Montant
Créances clients et comptes rattachés - produits à recevoir			750 059
Personnel - produits à recevoir			0
Charges sociales - produit à recevoir			242 237
Impôts et taxes - produits à recevoir			24 000
Divers - produits à recevoir			784 409
Disponibilités - produits à recevoir			233 273
Total			2 033 978

Note 6 - Valeurs mobilières de placement

Les principales valeurs mobilières de placement détenues sont des actions, des obligations, des SICAV immobilière et des SCPI.

La méthode de suivi des VMP est la méthode par coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

La formule de calcul de valorisation est la suivante : (valeur du stock initial + valeur des acquisitions) / (total des unités en stock).

Au 31 décembre 2025, les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 37 022 652 € (montant brut).

Les valeurs mobilières de placement, hors coupons ou dividendes courus, figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition qui s'élève à 36 911 537 €.

Leur valeur liquidative, à la même date, s'élève à 36 904 359 €. La plus-value globale nette latente n'a pas été comptabilisée et s'élève à 406 559 €.

Une provision pour dépréciation a été comptabilisée pour 528 512 € correspondant aux moins-values latentes constatées sur certains titres des portefeuilles.

Les moins-values latentes des actions et obligations sont évaluées sur la valeur de cours à la clôture.

Les moins-values latentes sur les SCPI et SICAV monétaires sont évaluées sur une méthode prospective permettant de tenir compte des revenus à venir.

NOTES SUR LE PASSIF

Note 7 - Tableau explicatif de la formation du résultat et du résultat effectif

Le résultat comptable de la Fondation est un déficit de 128 034 €.

Le résultat effectif est de – 61 642 €.

CENTRES	RESULTAT COMPTABLE	RESULTAT ADM. ANTERIEUR	RESULTAT EFFECTIF
SAVS DINAN	38 644		38 644
EHPAD ST BARTHELEMY	901 614		901 614
CHRS FORBIN	165 198		165 198
LHSS FORBIN	-101 379		-101 379
SAINT RAPHAEL	-188 441		-188 441
CMS LECOURBE	-832 012		-832 012
SAINTE GERMAINE	-902 220		-902 220
CMS LE CROISIC	154 687		154 687
LES RECOLLETS	305 247		305 247
LES ROMANS - LA TREMBLAYE	302 943		302 943
VIVRE ENSEMBLE	-472 899		-472 899
SACRE CŒUR	-632 293		-632 293
LE LATTAY	-152 251		-152 251
SAINT MARTIN DES DOUETS	17 550	66 391	83 941
RESULTAT GESTION CONTROLEE	-1 395 613	66 391	-1 329 222
CH. DINAN	1 503 885		1 503 885
INSTITUT DE FORMATION	-9 902		-9 902
SIEGE	-226 403		-226 403
RESULTAT GESTION PROPRE	1 267 580		1 267 580
RESULTAT FONDATION	-128 033	66 391	-61 642

Note 8 - Tableau Suivi des résultats

	GESTION CONTRÔLÉE	GESTION PROPRE	FONDATION
RESULTAT COMPTABLE	-1 395 613	1 267 580	-128 033
RESULTAT ADMINISTRATIF	-1 161 497	1 267 580	106 083

Le détail par établissement se présente comme suit :

CENTRES	RESULTAT COMPTABLE	RESULTAT EFFECTIF	DEPENSES INNOPOSABLES	RESULTAT ADMINISTRATIF
CH. DINAN	1 503 885	1 503 885		1 503 885
SAVS DINAN	38 644	38 644		38 644
CH DINAN - ST BRIEUC	1 542 529	1 542 529	0	1 542 529
EHPAD ST BARTHELEMY	901 614	901 614		901 614
CHRS FORBIN	165 198	165 198	29 758	194 956
LHSS FORBIN	-101 379	-101 379	18 006	-83 373
FORBIN	63 819	63 819	47 764	111 583
SAINT RAPHAEL	-188 441	-188 441	42 855	-145 586
I.E.M	-339 639	-339 639		-339 639
USEP	102 456	102 456		102 456
MAS	-594 830	-594 830		-594 830
CMS LECOURBE	-832 012	-832 012	0	-832 012
SAINTE GERMAINE	-902 220	-902 220	77 180	-825 040
MAS	272 410	272 410		272 410
FOYER	-117 723	-117 723		-117 723
CMS LE CROISIC	154 687	154 687	0	154 687
LES RECOLLETS	305 247	305 247		305 173
INSTITUT DE FORMATION	-9 902	-9 902		-9 902
LES ROMANS - LA TREMBLAYE	302 943	302 943		302 943
LES RECOLLETS/ LA TREMBLAYE	598 288	598 288	0	598 214
VIVRE ENSEMBLE	-472 899	-472 899		-472 899
SACRE CŒUR	-632 293	-632 293		-632 293
LE LATTAY	-152 251	-152 251		-152 251
IME	13 968	80 359		80 359
SESSAD	3 582	3 582		3 582
SAINT MARTIN DES DOUETS	17 550	83 941	0	83 941
SIEGE	-226 403	-226 403		-226 403
TOTAL FONDATION	-128 033	-61 642	167 799	106 083

Note 9 – Tableau de variation des Fonds Propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	A.P.A.	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise	-	-	-	-	-	-
Fonds propres sans droit de reprise	46 056 177	-	-	-	-	46 056 176
Patrimoine intégré	-	-	-	-	-	-
Fonds associatifs avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	1 106 700	-	-	-	-	1 106 700
Ecart de réévaluation	106 992	0		-	-	106 992
Réserves	46 088 501	-	988 784	-	30	47 077 252
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>16 054 563</i>	<i>-</i>	<i>988 784</i>	<i>-</i>	<i>30</i>	<i>17 043 317</i>
Report à nouveau	- 6 079 111	-	-1 642 972	30	-	- 7 722 054
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>- 11 856 018</i>	<i>-</i>	<i>-3 744 747</i>	<i>355 081</i>	<i>8 631</i>	<i>- 15 254 315</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	- 654 189	-	654 188	- 128 034	-	- 128 034
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>- 3 209 848</i>	<i>-</i>	<i>3 209 848</i>	<i>- 1 395 614</i>	<i>-</i>	<i>- 1 395 614</i>
Situation nette	86 625 068	0	0	-128 004	30	86 497 034
Fonds propres consommables	-	-		-	-	-
Subventions d'investissement	11 551 087	-		1 385 401	655 216	12 281 271
Provisions réglementées	15 951 447	-		684 001	675 792	15 959 655
TOTAL	114 127 600	0	0	1 941 397	1 331 039	114 737 960

La dotation d'origine de la Fondation comprenait des biens mobiliers d'une valeur nette de 2 M€, le tout formant l'objet de deux actes notariés, dotation faite d'une part, par l'Ordre Hospitalier Saint Jean de Dieu à hauteur d'1 M€ en numéraire, d'autre part, par l'Association reconnue d'utilité publique Œuvre Hospitalière de Marseille Accueil de Nuit des Hommes à hauteur d'1 M€ en numéraire en vue de la reconnaissance de la Fondation Saint Jean de Dieu comme établissement d'utilité publique.

Note 10 - Tableau des provisions réglementées

Provisions réglementées	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS	710 926	-	-	710 926
Provisions relatives aux autres éléments de l'actif	10 924 730	684 001	671 839	10 936 891
Amortissements dérogatoires	-	-	-	-
Provision spéciale de réévaluation	1 562 604	-	-	1 562 604
Plus-values réinvesties	190 010	-	-	190 010
Produits financiers des ESSMS	283 218	-	3 953	279 264
Plus-values de cession d'éléments d'actif	2 279 960	-	-	2 279 960
TOTAL	15 951 448	684 001	675 792	15 959 656

Répartition des dotations et reprises :

Exploitation
Financières
Exceptionnelles

-	-
-	3 953
684 001	671 839

Note 11 - Tableau des provisions pour risques et charges

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Transfert	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	500 442	103 364	125 513	-	478 293
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Perte de change					
Charges sur legs ou donations	66 542	-	66 542	-	-
Pensions et obligations similaires	5 424 036	449 204	197 459	-	5 675 781
Restructurations					
Impôts					
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges	233 427	15 795	172 130	-	77 092
TOTAL	6 224 448	568 362	561 644	0	6 231 167
Répartition des dotations et reprises :					
Exploitation		568 362	561 644	0	
Financières			0		
Exceptionnelles					

Note 12 - Tableau des fonds reportés liés aux legs

SITUATION	OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORT (AUGMENTATION)	UTILISATIONS (DIMINUTION)	CLOTURE DE L'EXERCICE
Legs et donations	2 113 162	0	907 620	1 205 542
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL	2 113 162	0	907 620	1 205 542

Note 13 - Tableau de variation des fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE :	A l'ouverture de l'exercice	APA	Report	UTILISATIONS		Transfert	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS								
TOTAL	8 337 045	-	2 337 363	1 217 717	-	-	9 456 691	5 000
Subventions d'exploitation								
TOTAL	13 256 632	-	1 957 697	935 968	-	-	14 278 361	12 478
Ressources liées à la générosité du public								
TOTAL	1 263 645	-	103 917	106 861	-	-	1 260 701	
TOTAL GENERAL	26 590 551	-	4 937 991	2 675 247	-	-	28 853 295	59 160

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Les fonds dédiés à l'investissement représentent près de 21 millions d'euros à la clôture. Les principaux fonds dédiés concernent :

- L'EHPAD Saint Barthelemy pour le projet d'EHPAD de demain – 2 M€ (contributions financières) ;
- L'EHPAD Saint Barthelemy pour le financement du bail à construction - 1,2 M€ (contributions financières) ;
- L'EHPAD Saint Barthelemy pour le financement du Centre Ressources Territoril – 1.1 M€ (autorité de tarification);
- La MAS des Romans pour les financements des extensions – 3,2 M€ (autorité de tarification) ;
- Le CMS Lecourbe pour le financement de l'IEM – 1 M€ (autorité de tarification) ;
- Le CMS Lecourbe pour divers aménagements et équipements – 1,6 M€ (contributions financières) ;
- Le CMS Lecourbe pour des travaux au sein de la MAS, de l'IEM et de la cuisine – 1,4 M€ (produits de legs et assurances vie) ;
- Le CH Dinan-Saint Brieuc pour l'accompagnement à la création du CRT – 0,8 M€ (contributions financières) ;
- Le Centre du Sacré Cœur pour les travaux et les aménagements participant à l'amélioration du quotidien des résidents – 2,4 M€ (contributions financières) ;
- Le Centre Vivre Ensemble pour les travaux des bâtiments – 1 M€ (contributions financières).

A la clôture de l'exercice les legs affectés concernent :

- Les projets du Centre Lecourbe pour 10 K€

Note 14 - Tableau des dettes et ventilation par échéance

Etat des dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires (*)	-	-	-	-
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :	49 256 388	2 969 913	15 869 484	30 416 991
- à 1 an au maximum à l'origine	-	-	-	-
- à plus de 1 an à l'origine	49 256 388	2 969 913	15 869 484	30 416 991
Emprunt et dettes financières divers (*) (**)	612 086	462 394	149 692	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 552 104	5 552 104	-	-
Dettes des legs et donations	-	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	17 600 365	17 600 365	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 897 201	1 897 201	-	-
Autres dettes (**)	5 743 963	5 743 963	-	-
Produits constatés d'avance	168 134	168 134	-	-
TOTAL	80 830 241	34 394 073	16 019 177	30 416 991
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	6 080 768	-	-	-
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	2 637 781	-	-	-
(**) Dont envers les associés	-	-	-	-

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	1 470 367
Charges à payer personnel (CP et Autres)	4 594 573
Charges sociales sur charges à payer	2 903 585
Etat charges à payer	1 642 258
Autres charges à payer	18 837
Total	10 629 619

AUTRES INFORMATIONS

Note 15 – Effectif moyen

Effectifs totaux inscrits au 31/12	Hommes		Femmes		Total		Evol. 25/24	
	2024	2025	2024	2025	2024	2025	En nb	En %
Cadres	82	88	204	226	286	314	28	10 %
ETAM	271	264	1 287	1 364	1 558	1 628	70	4 %
Ouvriers	89	97	233	228	322	325	3	1 %
<i>dont personnel détaché fonction publique</i>					8	7	-1	
Total	442	449	1 724	1 818	2 166	2 267	102	5 %

Au 31/12/2025, l'effectif des personnels salariés de la Fondation s'élevait à 2 267, soit une évolution de 102 salariés par rapport à l'exercice précédent.

Note 16 – Indemnité de départ à la retraite

Les indemnités de départ en retraite au 31/12/2025 ont été évaluées en retenant les hypothèses ou éléments suivants :

- Age de départ prévu : 65 ans pour les cadres et non cadres
- Taux de rotation des salariés : 15% constant jusqu'à 40 ans, 2% au-delà pour la catégorie cadre et non cadre
- Taux de progression des salaires : 1 % pour les cadres et non cadres
- Taux de charges sociales et fiscales : 53 % pour les cadres et non cadres
- Taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds : 3.59 % (inflation comprise).
- Table de mortalité utilisée : INSEE 2020-2022
- CCN 1951 (FEHAP) et CCN 66 (NEXEM)

Le montant de la provision pour indemnité de départ à la retraite, figurant au bilan au 31/12/2025, s'élève à 5 636 338 €.

ETABLISSEMENT	DETTE ACTUARIELLE	PROVISION BILAN	%	MOUVEMENTS AU COMPTE DE RESULTAT
	31/12/2024	31/12/2025		31/12/2025
SIEGE	4 293	21 620	100%	17 327
CMS LECOURBE	556 525	578 760	100%	22 235
CMS CROISIC	300 518	301 343	100%	825
CH DINAN / SAVS	2 407 358	2 452 436	100%	45 078
CENTRE FORBIN	93 455	91 708	100%	-1 747
SAINT BARTHELEMY	410 431	387 988	100%	-22 443
SACRE CŒUR	230 821	268 514	100%	37 693
VIVRE ENSEMBLE	332 179	333 394	100%	1 215
LATTAY	139 769	129 341	100%	-10 428
LES RECOLLETS	550 861	623 340	100%	72 479
SAINT RAPHAEL	185 936	180 565	100%	-5 371
SAINT GERMAINE	121 380	172 207	100%	50 827
SAINT MARTIN	109 617	95 122	100%	-14 495
TOTAL	5 443 143	5 636 338	100%	193 195

Note 17 – Engagements donnés et reçus

Engagements donnés

Siège :

Nantissement de valeurs mobilières de placement en garantie de prêts bancaires accordés aux établissements : Centre Hospitalier DINAN – Saint Briec : nantissement, accordé au profit du CMB-Caisse de Dinan, de 2 716 parts de SCPI Primopierre pour un montant de 488 880 € en garantie de 7 prêts accordés à l'établissement (échéance 2024, 2026, 2031, 2033, 2034 et 2038) dont le montant total des capitaux restant dus s'élève au 31/12/25 à 4 267 546,07€ €.

Hypothèque : Centre Hospitalier DINAN – Saint Briec : privilège de prêteurs de deniers pour 1.200.000 € sur les bâtiments acquis à Saint Briec en 2018 au profit du CMB-Caisse de Dinan en garantie du prêt accordé à l'établissement pour l'acquisition des bâtiments.

C.M.S. Lecourbe : hypothèques conventionnelles sur le droit au bail à construction portant sur l'ensemble immobilier 223 rue Lecourbe à Paris (15^{ème}) pour les montants de 8.796.877 €, 4.800.000 €, 3.200.000 € et 2.035.000 €, soit un total de 18.831.877 €, au profit du Département de Paris qui s'est porté garant auprès de la CDC du remboursement des prêts contractés par l'établissement.

C.H.R.S Forbin : hypothèque légale sur le droit au bail emphytéotique portant sur l'ensemble immobilier 35-41 rue de Forbin à Marseille (2^{ème}) pour un montant de 1.378.537 € au profit de la CDC en garantie des deux prêts consentis en 2015 à l'établissement.

EHPAD Saint Barthélemy : hypothèque conventionnelle sur le droit au bail à construction portant sur l'ensemble immobilier 72 avenue Claude Monet à Marseille (14^{ème}) au profit de :

- Crédit Mutuel de Bretagne – Caisse de Dinan à hauteur de 1.524.490 €
- Crédit Mutuel ARKEA à hauteur de 2.134.286 €, 2.896.531 € et 1.829.388 €, soit un total de 6.860.205 €
- Crédit Mutuel de Marseille – Caisse de Saint Marguerite à hauteur de 1.067.143 €
- en garantie des prêts et crédits par signature consentis à l'établissement par ces banques.

Le compte de titres détenu par le siège de la fondation chez Arkea (Federal Finance) est nanti à hauteur de 270 000 €.

CMS Le Croisic

Nantissement de 1.175 parts de SCPI Primopierre et de 1.203 parts de SCPI Primovie pour un montant total de 479 521 € au profit du CMB-Caisse de Dinan en garantie d'un prêt contracté en 2018 d'un montant initial de 1.954.000 €.

CH Dinan Saint Briec

Nantissement de parts de SCPI en garantie de prêts accordés par le CMB-Caisse de Dinan :

- 1.848 parts Primovie (375.144 €) en garantie d'un prêt de 1.900.000 € à échéance 07/2033 (capital dû au 31/12/24 : 857 431 €)
- 842 parts Primopierre (151.560 €) en garantie d'un prêt de 700.000 €, accordé en 06/2018, à échéance 06/2033 (capital restant dû au 31/12/2024 : 420 000 €)

EHPAD Saint Barthelemy

Nantissement d'un compte à terme d'un montant de 31.000 € (échéance 16/10/2023) en garantie d'un prêt bancaire accordé par le CMB – Caisse de Dinan à échéance 09/2028 (capital dû au 31/12/25 : 41 471.61 €).

Nantissement de 281 parts de SCPI Primovie (57.043 €) en garantie d'un prêt de 228.000 € accordé par le CMB - Caisse de Dinan en mars 2019 à échéance mars 2039 (capital dû au 31/12/25 : 149 900.38 €)

Saint Martin des Douëts

Nantissement de 1933 parts sociales B Crédit Coopératif valorisées à 15.25 € soit un total de 29 478.25 €, en garantie d'un prêt de 2 947 065 € à échéance du 30/06/2049 (capital restant dû au 31/12/2024 : 2 649 862 €).

Engagements reçus

Garantie du Département de Paris pour le remboursement des prêts CDC contractés par le CMS Lecourbe à hauteur de 18.831.877 €.

Garantie de la Ville de Marseille pour le remboursement des prêts CDC contractés par le CHRS Forbin à hauteur de 2.187.961 €.

Garantie de la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS) pour le remboursement des prêts CDC contractés par le CHRS Forbin à hauteur de 1.378.537 €.

Note 18 - Information sur les rémunérations des trois plus hauts dirigeants

Au sein de la Fondation, les trois plus hauts dirigeants visés par l'article 20 de la loi sur le volontariat associatif du 23 Mai 2006 sont des bénévoles, non rémunérés. La gouvernance statutaire de la Fondation repose sur un Conseil d'administration et sur un Bureau élu en son sein, conformément à l'article 4 des statuts. Le Bureau comprend quatre membres : le Président, le Vice-Président, le Trésorier et le Secrétaire. Ces fonctions ont un rôle institutionnel et de contrôle, exercé à titre bénévole et de manière collégiale.

La gestion effective et opérationnelle de la Fondation est confiée à l'équipe de direction salariée. Les fonctions exécutives les plus élevées au sein de l'organisation sont les fonctions de Directeur Général et de Cadre Dirigeant.

Note 19 - Honoraires du Commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice 2025 s'élèvent à 138 900 € TTC.

INTERVENTION	HONORAIRES TTC
• Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	138 900 € TTC
HONORAIRES TOTAUX	138 900 € TCC

Note 20 – Bénévolat

Le bénévolat n'a été valorisé que lorsqu'il représente un montant significatif.

Pour le CMS du Croisic, l'action des bénévoles (réalisée par une bénévole et l'association Bol d'Air) représente 3 921 heures qui représentent, sur la base du smic horaire, un montant de 46 581 €.

Au siège, un mécénat de compétences a été mis en place avec la One Point qui a mis à disposition de la fondation un référent qualité assistance à maîtrise d'ouvrage pour le projet SI RH durant 609 heures (87 jours) en 2025. Cette mise à disposition, sur la base du smic horaire, est valorisé à hauteur de 54 908 €.

Les dons en nature et abandons de frais des bénévoles sont quant à valorisés pour 10 051€.

Note 21 - Compte d'emploi des ressources

La Fondation Saint Jean de Dieu a fait, au moyen de son site internet, une campagne de collecte auprès du public au cours de l'exercice 2025.

Par décret n° 2019-504 du 22 mai 2019, le seuil à partir duquel un organisme est tenu d'établir un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est applicable aux exercices comptables clos à compter du 1er juin 2020 et aux exercices clos à une date antérieure volontairement par anticipation.

Les informations présentées ont été établies sur la base des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

La fondation considère que les legs et donations sont liés aux relations privilégiées nouées depuis de longue date avec les donateurs et qu'ils ne sont pas issus des campagnes liées à la générosité publique.

Note 22 - Compte de résultat par origine et destination

Le CROD rend compte et informe les donateurs sur les sommes collectées provenant de la générosité du public et leur utilisation dans l'exercice ou les exercices suivants celui de leur collecte. Il permet d'effectuer des comparaisons périodiques et d'apprécier l'évolution de la Fondation dans une perspective de continuité d'activité.

Le CROD présente les ressources de la Fondation par origine et ses emplois par destination selon une approche analytique. Il comporte deux colonnes avec le comparatif avec l'exercice antérieur.

La première colonne intègre la totalité des produits et des charges en adéquation avec le compte de résultat.

La deuxième colonne présente les éléments du compte de résultat liés à la générosité du public et destinée à alimenter le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public y compris ce qui concerne les contributions volontaires en nature positionnées au pied de ce compte.

Le CROD se compose de deux parties :

- Produits par origine et charges par destination ;
- Contribution volontaire en nature

Détail des charges par origine et destination 31/12/2025

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales				Frais de recherche de fonds	
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources
	Par l'organisme	Versements à d'autres organismes	Par l'organisme	Versements à d'autres organismes		
Achats de marchandises	8 394 094	-	-	-	1 265	-
Variation de stock	10 210	-	-	-	-	-
Autres achats et charges externes	28 936 202	-	-	-	88 917	7 895
Aides financières	-	-	-	-	-	-
Impôts, taxes et versement assimilés	9 702 424	-	-	-	-	-
Salaires et traitements	71 735 900	-	-	-	11 262	-
Charges sociales	31 948 445	-	-	-	16 593	-
Dotations aux amortissements et dépréciations	-	-	-	-	229	-
Dotations aux provisions	-	-	-	-	-	-
Reports en fonds dédiés	-	-	-	-	-	-
Autres charges	780 860	-	-	20 059	78 229	4 000
Charges financières	1 147 559	-	-	-	-	-
Charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-
Participations des salariés aux résultats	-	-	-	-	-	-
Impôt sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Total	152 655 693	-	-	20 059	196 495	11 895

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions et dépréciations	Impôt sur les bénéfices	Reports en fonds dédiés	TOTAL
Achats de marchandises	20 417	-	-	-	8 415 776
Variation de stock	-	-	-	-	10 210
Autres achats et charges externes	850 165	-	-	-	29 883 178
Aides financières	-	-	-	-	-
Impôts, taxes et versement assimilés	114 746	-	-	-	9 817 170
Salaires et traitements	555 477	-	-	-	72 302 639
Charges sociales	434 311	-	-	-	32 399 349
Dotations aux amortissements et dépréciations	137 780	9 747 082	-	-	9 885 091
Dotations aux provisions	1 802	854 973	-	-	856 775
Reports en fonds dédiés	-	-	-	4 937 991	4 937 991
Autres charges	234 293	-	-	-	1 117 441
Charges financières	100 115	55 354	-	-	1 303 028
Charges exceptionnelles	6 786 832	-	-	-	6 786 832
Participations des salariés aux résultats	-	-	-	-	-
Impôt sur les bénéfices	-	-	53 225	-	53 225
Total	9 235 939	10 657 409	53 225	4 937 991	177 768 706

Détail des contributions volontaires en nature par origine et destination 31/12/2025

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger		
Secours en nature	-	-	-	-
Mises à disposition gratuites de bien	6 130	-	-	-
Prestations de service	-	-	-	-
Personnel bénévole	54 908	-	-	-

Compte de résultat par origine et destination

A - Produits et charges par origine et destination	Exercice N		Exercice N-1	
	Total	Dont générosité du public	Total	Dont générosité du public
Produits par origine				
1. Produits liés à la générosité du public	490 879	490 879	1 962 486	1 962 486
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat	482 202	482 202	1 962 486	1 962 486
Dons manuels	356 278	356 278	541 651	541 651
Legs, donations et assurance	95 003	95 003	1 395 835	1 395 835
Mécénat	30 922	30 922	25 000	25 000
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	8 677	8 677		
2. Produits non liés à la générosité du public	14 611 051		8 687 307	
2.1 Cotisations avec contrepartie	0			
2.2 Parrainage des entreprises	0			
2.3 Contributions financières sans contrepartie	2 138 432		1 787 900	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	12 472 619		6 899 407	
3. Subventions et concours publics	156 518 718		148 977 931	
4. Reprises sur provisions et dépréciations	2 437 157	66 542	3 643 844	
5. Utilisations des fonds dédiés antérieurs	3 582 866	966 477	4 266 735	635 097
Total	177 640 672	1 523 898	167 538 303	2 597 583
Charges par destination				
1. Missions sociales				
1.1 Réalisées en France	152 675 752	215 776	159 946 450	538 226
Actions réalisées par l'organisme	152 655 693	195 717	159 722 608	314 384
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	0	0	11 481	11 481
1.2 Réalisées à l'étranger	0	0		
Actions réalisées par l'organisme	0	0	212 361	212 361
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	20 059	20 059		
2. Frais de recherche de fonds	208 390	196 495	162 107	95 362
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	196 495	196 495	133 907	95 362
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	11 895	0	28 200	
3. Frais de fonctionnement	9 235 939	62 473	2 600 177	
4. Dotations aux provisions et dépréciations	10 657 409		2 472 731	
5. Impôt sur les bénéfices	53 225		117	
6. Reports en fonds dédiés de l'exercice	4 937 991	1 012 028	3 010 909	410 317
Total	177 768 706	1 486 772	168 192 491	1 043 905
Excédent ou déficit	-128 034	37 126	-654 188	1 553 678

Contribution volontaire en nature par origine et destination

B - Contributions volontaires en nature	Exercice N		Exercice N-1	
	Total	Dont générosité du public	Total	Dont générosité du public
Produits par origine				
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public	-			
Bénévolat	46 581	46 581	46 237	46 237
Prestations en nature	54 908	54 908	74746	74746
Dons en nature	6 130	6 130		
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public	-			
3. Concours publics				
Prestations en nature				
Dons en nature				
Total	107 619	107 619	120 983	120 983
Charges par destination				
1. Contribution volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France	107 619	107 619	120 983	120 983
Réalisées à l'étranger				
2. Contribution volontaires à la recherche des fonds				
3. Contribution volontaires au fonctionnement				
Total	107 619	107 619	120 983	120 983

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION

PRODUITS PAR ORIGINE

1- Produits liés à la générosité du public

○ Cotisations sans contrepartie

Sommes versées par les membres sans qu'un bien ou un service équivalent leur soit rendu en échange direct.

○ Dons, legs et mécénat

- « Dons manuels » : dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.
- Les recettes issues des ventes de dons en nature
- Les produits issus des legs, donations et assurances vie
- Les recettes de mécénat. Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général. Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.
- Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance. Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature.

○ Autres produits liés à la générosité du public

- La quote-part de générosité reçue d'autres organismes ;
- Les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public :
 - Les redevances d'actifs incorporels ;

- Les loyers ;
- Les produits financiers ;
- Les plus ou moins-values de cessions de ces actifs à l'exclusion des plus ou moins-values relatives aux biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés.

2- Produits non liés à la générosité du public

2-1 Cotisations avec contrepartie

Sommes versées par des membres en échange d'un bien ou d'un service déterminé fourni par la Fondation.

2-2 Parrainage des entreprises

Contrat commercial par lequel une entreprise apporte un soutien financier, matériel ou en nature à une association ou fondation en échange d'une visibilité ou d'une prestation valorisable (publicité, promotion, stand, etc.).

2-3 Contributions financières sans contrepartie

Contributions financières reçues en provenance d'autres entités privées à but non lucratif.

2-4 Autres produits non liés à la générosité du public

Revenus des activités non contrôlées et des actifs non-acquis à l'aide de recettes issues de la générosité du public et revenus des manifestations

3- Subventions et concours publics

Subventions (subventions d'investissement et subventions d'exploitations) et des concours publics (notamment financement des Agences Régionales de Santé et des Conseil Départementaux).

4- Reprises sur provisions et dépréciations

Reprises sur provisions pour dépréciations des actifs et sur provisions pour risques et charges.

5- Utilisations des fonds dédiés antérieurs

Les fonds dédiés sont des ressources qui, à la clôture de l'exercice, n'ont pas été utilisées conformément à l'engagement pris envers les financeurs. Ces fonds sont comptabilisés au passif du bilan et sont reportés pour être utilisés dans les exercices suivants.

La reprise sur fonds dédiés intervient lorsque les engagements liés à ces fonds sont réalisés. Cela permet de transférer les fonds du passif au compte de résultat, reflétant ainsi leur utilisation effective.

CHARGES PAR DESTINATION

1- Missions sociales

La Fondation Saint Jean de Dieu a pour mission :

- L'accueil et le soutien de tout être humain malade, pauvre, exclu, dans la détresse et la souffrance physique et morale
- La création, la gestion ou le soutien d'activités présentant un caractère sanitaire, médico-social, social ou éducatif, au sens large, y compris la formation.

La Fondation exerce ses activités en France et dans tous les pays où sa finalité sociale et d'aide aux démunis l'appelle à intervenir.

Ces missions sociales sont ventilées par types d'actions :

1-1 Réalisées en France

Actions réalisées par l'organisme : toutes les actions organisées directement, comme l'accueil et l'hébergement en établissement médico-social et sanitaire ou encore l'accès à la formation en France.

Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France : actions réalisées indirectement par exemple, les couts indirects de structures ou de fonctionnement.

1-2 Réalisées à l'étranger

Actions réalisées par l'organisme : toutes les actions organisées directement, comme l'accueil et l'hébergement en établissement médico-social et sanitaire ou encore l'accès à la formation à l'étranger.

Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger : actions réalisées indirectement par exemple, les couts indirects de structures ou de fonctionnement pour les actions réalisées à l'étranger, comme des interventions médicales.

2- Frais de recherche de fonds

2-1 Frais d'appel à la générosité du public

Prestations directement liées aux dons : campagnes, évènements et logiciel, les charges de personnel du pôle collecte.

2.2 Frais de recherche d'autres ressources

Frais directs de recherche d'autres ressources, notamment sous forme de prestations de service.

3- Frais de fonctionnement

Frais de fonctionnement de la Fondation qui comprennent l'ensemble des charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité, notamment les services du siège : communication, comptabilité, ressources humaines, informatique...

4- Dotations aux provisions et dépréciations

Dotations aux provisions pour dépréciations des actifs et aux provisions pour risques et charges.

5- Impôt sur les bénéfices

Désigne l'impôt payé à la fin de l'exercice.

6- Reports en fonds dédiés de l'exercice

Les reports en fonds dédiés sont les montants non utilisés à la clôture de l'exercice, qui sont reportés pour être utilisés dans les exercices suivants. Ces montants sont comptabilisés au passif du bilan et sont transférés au compte de résultat lorsque les engagements liés à ces fonds sont réalisés

B- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Une contribution volontaire en nature est un don non monétaire à une association, une organisation à but non lucratif ou une autre entité. Il peut s'agir de biens, de services ou de temps offerts gratuitement. Celles-ci sont réparties en fonction de leur nature et ne sont valorisées que lorsqu'elles représentent un montant significatif.

PRODUITS PAR ORIGINE

1- Contributions volontaires liées à la générosité du public

- Bénévolat (don de temps et de compétences par des particuliers)
- Dons en nature (biens matériels donnés à l'association, comme des fournitures, des équipements, ou des locaux)
- Prestations en nature (services ou des biens fournis gratuitement par des entreprises)

- 2- Contributions volontaires non liées à la générosité du public
- 3- Concours publics en nature
 - Prestation en nature
 - Dons en nature

CHARGES PAR DESTINATION

- 1- Contributions volontaires aux missions sociales
 - Réalisées en France
 - Réalisées à l'étranger
- 2- Contributions volontaires à la recherche de fonds
- 3- Contributions volontaires au fonctionnement

ORDRE DE PRIORITÉ DE CONSOMMATION DES RESSOURCES :

- 1- Ressources fléchées
Toutes ressources affectées pour le financement d'un projet explicitement défini.
- 2- Subventions et concours publics
Subventions (subventions d'investissement et subventions d'exploitations) et des concours publics (notamment financement des Agences Régionales de Santé et des Conseil Départementaux).
- 3- Contributions financières
Contributions financières reçues en provenance d'autres entités privées à but non lucratif
- 4- Ressources issues de la générosité du public selon l'ordre suivant (se référer aux définitions précédentes)
 - 4-1 Les frais de recherche de fonds
 - 4-2 La mission sociale
 - 4-3 Le fonctionnement

Compte d'emploi annuel des ressources (CER)

Emplois par destination	Exercice N	Exercice N-1	Ressources par origine	Exercice N	Exercice N-1
Emplois de l'exercice			Ressources de l'exercice		
1. Missions sociales	215 776	538 226	1. Ressources liées à la générosité du public	482 202	1 962 486
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
Actions réalisées par l'organisme	195 717	314 384	1.2 Dons, legs et mécénats		
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	0	11 481	Dons manuels	356 278	541 651
1.2 Réalisées à l'étranger			Legs, donations et assurances-vie	95 003	1 395 835
Actions réalisées par l'organisme	20 059	212 361	Mécénats	30 922	25 000
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger					
2. Frais de recherche de fonds	196 495	95 362	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	8 677	
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	196 495	95 362			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3. Frais de fonctionnement	62 473				
Total des emplois	474 744	633 588	Total des ressources	490 879	1 962 486
4. Dotations aux provisions et dépréciations			2. Reprises sur provisions et dépréciations	66 542	
5. Reports en fonds dédiés de l'exercice	1 012 028	410 317	3. Utilisations des fonds dédiés antérieurs	966 477	635 097
Excédent de la générosité du public de l'exercice	37 126	1 553 678	Déficit de la générosité du public de l'exercice		
Total	1 523 898	2 597 583	Total	1 523 898	2 597 583

Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés)	1 597 209	0
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	37 126	1 597 209
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds dédiés)	1 634 335	1 597 209

Contributions volontaires en nature	Exercice N	Exercice N-1		Exercice N	Exercice N-1
Emplois de l'exercice			Ressources de l'exercice		
1 - Contributions volontaires aux missions sociales			1 - Contributions volontaires liées à la générosité du public		
Réalisées en France	107 619	120 983	Bénévolat	46 581	46 237
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature	54 908	74 746
2 - Contributions volontaires à la recherche de fonds			Dons en nature	6 130	
3 - Contributions volontaires au fonctionnement					
TOTAL	107 619	120 983	TOTAL	107 619	120 983

Le montant des ressources reportées liées à la générosité du public hors fonds dédiés en début d'exercice est égal au solde des fonds propres disponibles collectés auprès du public, sous déduction de la quote-part des valeurs nettes comptables des immobilisations ou fractions des immobilisations financées par ces ressources sur les exercices antérieurs.